

2804. B. Can. 114

A l'Honorable Chambre d'Assemblée du Bas-Canada.

EXPOSENT les Soussignés, tant en leur nom qu'en celui de tout le Clergé Catholique du Bas-Canada, et ont l'honneur de représenter à Votre Honorable Chambre.

Qu'il est constant par les procédés de cette Honorable Chambre, dans sa Session précédente, que, l'examen d'une mesure tendante à l'introduction de diverses personnes, sous le nom de Notables ou de Propriétaires, outre les Marguilliers anciens et nouveaux, dans les Assemblées de Fabrique et l'administration des biens d'icelles, en ce pays, a été remis à la Session la plus prochaine du Parlement Provincial.

Que le Clergé Catholique du Diocèse de Québec justement alarmé d'une démarche qui préjudicierait gravement aux lois, aux usages et aux coutumes ecclésiastiques, tels qu'établis en en cette Province, et qui lui sont garantis par l'acte du Parlement Britannique de la 14e. année de George III, chap. 83, ainsi qu'à la paix et à la tranquillité des Paroisses, prend la liberté de faire observer à Votre Honorable Chambre qu'elle ne saurait mettre à effet une semblable mesure, sans blesser essentiellement les droits de l'Eglise et du peuple Catholique de cette Province, comme vos humbles pétitionnaires croient l'avoir démontré jusqu'à l'évidence dans le *mémoire à consulter* qui accompagne la présente requête.



**Pourquoi ils concluent à ceque Votre Honorable Chambre rejette toute proposition, si quel-
qu'une était faite, tendante à changer l'ordre
jusqu'à présent en usage, et établi, dans cette
Province, par les lois canoniques et civiles, pour
les Assemblées de Paroisse ou de Fabrique et
pour l'administration des biens de nos Eglises
Catholiques ; et ferez justice &c.**

**Province du Bas-Canada, }
Novembre 1831. }**

**(Signé par les Evêques et le Clergé du Bas-
Canada.)**

MEMOIRE accompagnant la requête présentée
à la Chambre d'Assemblée par le Clergé Catholique du Bas-Canada, contre l'admission
des Notables dans les Assemblées de Fabrique.

L'ADMISSION des Notables, ou autres propriétaires que les anciens et nouveaux Marguilliers, dans les Assemblées et l'administration des biens de Fabriques, reposent sur les questions suivantes, que nous discuterons l'une après l'autre : 1°. Quelle a été jusqu'à présent la Loi du pays sur cette matière ? 2°. La Législature civile peut-elle introduire un nouveau droit là-dessus dans l'Eglise du Canada ? 3°. Si elle le peut, est-il à propos qu'elle le fasse ?

Question 1ère. Quelle a été jusqu'à présent la Loi du Bas-Canada sur l'admission de tous autres que les anciens et nouveaux marguilliers, pour donner leurs suffrages dans les assemblées et l'administration des biens de Fabriques ?

Pour bien résoudre cette question, il faut établir, d'une manière claire et précise, quelles sont les règles qui font loi en cette matière : car presque toutes les erreurs qui l'ont embrouillée jusqu'à notre temps, viennent de ce qu'on a fait valoir comme lois une foule d'autorités, qui ne sont légalement d'aucun poids, et qu'on a fait peu d'attention aux véritables lois qui doivent régler les Fabriques.

Nous disons donc d'abord, que *l'Usage* ou la *Coutume* est la première règle qui gouverne les

Fabriques. Selon deux de nos plus fameux Jurisconsultes, Van—Espen, tome 1, page 37, No. 2. et Gibert, suppl. à Van—Espen, tome 1, page 495, (nous citons exprès ces deux, comme étant moins favorables à l'autorité ecclésiastique ; et nous ne connaissons aucun canoniste, ou juriste, qui leur soit opposé en ce point) c'est la coutume qui fait règle par préférence à toutes les autres lois ; et cette préférence lui est dûe, parce que la coutume étant la meilleure interprète des lois, elles ne sont censées reçues que dans le sens de la coutume ; parce que les usages reçus et bien établis dérogent à la loi elle-même : et tous les auteurs canoniques et civils s'accordent à dire, d'après le Droit Romain, qu'une coutume de dix ans suffit pour abolir une loi écrite, parce que les usages introduisent des lois nouvelles ; et delà l'origine universelle du Droit coutumier : parce que les lois écrites respectent les coutumes, car elles ne les abolissent jamais, qu'en y dérogeant d'une manière spéciale, comme le prouve le style des statuts, *nonobstant toutes lois, coutumes &c.* : parce que les usages reçus publiquement, au vu et au su des Législateurs, et qui ne sont pas contraires aux bonnes mœurs, sont admis par les deux puissances, qui sont censées en reconnaître l'utilité, et y donner leur approbation tacite. “ Il faut, dit Van—Espen (tome 1, page 31), s'en tenir à l'usage pour ceux qui ont droit d'élire le Marguillier.” Nous ajoutons qu'il est d'autant plus nécessaire de consulter l'usage sur les matières de Fabriques, que l'Eglise a fait très-peu de réglemens généraux là-

dessus, et que le Droit civil ne nous en présente aucun

Nous disons en second lieu, que les Décrets des Conciles, les Ordonnances des Evêques, en un mot les lois de l'Eglise sont, en fait de Droit écrit, la principale règle des questions de Fabriques ; et qu'elles doivent l'emporter sur les Ordonnances, Arrêts, ou autres lois civiles : parce que, comme nous le démontrerons plus bas, l'Eglise seule est propriétaire et administratrice en chef de tous les biens des Fabriques : parce que depuis son origine, et dès les temps Apostoliques, elle seule a statué sur ces objets, au moins jusqu'au 14^e siècle ; et que depuis cette époque, elle n'a cessé de législater sur les mêmes matières conjointement avec la Puissance séculière : parce que les Ordonnances civiles elles-mêmes veulent, que les revenus de Fabriques soient réglés par les Décrets de l'Eglise : (Ordonnance de Blois, Mai 1579, et l'Edit de Melun, Février 1510) ; parce que la Puissance civile n'exerce là-dessus sa juridiction que pour protéger l'Eglise, non pour la dominer (Déclarations d'Avril 1657, et de 1661), car ces objets ne sont point directement de sa compétence : parce que les Empereurs Payens n'ayant jamais eu, durant trois siècles, ce pouvoir sur les biens de l'Eglise, puisqu'ils ne s'en seraient servi que pour l'opprimer, les Puissances Chrétiennes, en se soumettant à l'Eglise, n'ont pu acquérir par elles-mêmes cette autorité sur leur Mère, mais seulement par le consentement exprès ou tacite de cette même Eglise, qui a voulu honorer leur qualité de Chré-

tiens en leur donnant sur ces matières mixtes, et entre-autres sur ses propres biens, une juridiction subordonnée à la sienne.

Enfin, la troisième règle à consulter sur les matières de Fabriques, ce sont les Ordonnances ou Statuts du Législateur civil, et les Arrêts des Cours Souveraines, qui en sont les interprètes ; car comme nous l'avons observé ci-dessus, l'Eglise ayant admis depuis plusieurs siècles des laïcs dans l'administration de ses propres biens, il était naturel que la Puissance séculière vînt à s'en mêler, du moins pour protéger l'Eglise, et assurer le maintien de ses Décrets ; et c'est pour cela que l'Eglise a approuvé expressément ou tacitement plusieurs décisions de l'Autorité civile en cette matière, lorsqu'elles n'ont pas été contraires à ses maximes et à ses propres règles. Mais il faut remarquer que les Ordonnances du Législateur civil, comme celles de l'Eglise, ne sont véritablement en force que quand elles ont été publiées ; et que sous le gouvernement français, il n'y avait d'autre manière de publier légalement les Ordonnances Royaux, que leur enrégistrement au Greffe des Cours Souveraines, pour valoir dans le ressort de ces mêmes Cours. (Durand de Maillanne, *verbo* Enrégistrement.)

Quant aux Arrêts, ceux qui ne venaient pas d'une Cour Suprême n'avaient aucune autre autorité que celle d'un précédent, bien ou mal jugé ; et ceux qui sortaient d'une Cour Souveraine, sans être des lois puisqu'ils n'émanaient pas du Législateur, avaient néanmoins une grande autorité, parce qu'il n'y avait point ordi-

nairement appel de ces Cours : mais dans tous les cas, ils ne pouvaient avoir de force que dans le ressort du Parlement qui les avait rendus, et encore fallait-il que ce fût des Arrêts de Règlement, signifiés et publiés dans les lieux du ressort, où l'on voulait les mettre en vigueur ; autrement ils n'avaient d'effet que pour les parties qui les avaient provoqués. (Idem. *Arrêts de Cour Souveraine*, Héricourt, E. ch. 16, Nos. 15, 16 et 17.).

Ainsi, pour en donner quelques exemples, l'Edit du mois d'Août 1749, n'a jamais été en force en ce pays, parce qu'il n'y a pas été publié, n'ayant point été enregistré au Conseil Supérieur de Québec, ce qui aurait été d'autant plus nécessaire pour mettre cette loi en vigueur, que le Législateur en avait fait, peu d'années auparavant, une particulière pour les colonies, sur le même objet (la Déclaration de 1743,) qu'on doit supposer avoir été jugée plus propre aux circonstances où se trouvait le Canada : d'autant plus encore, que cet Edit fut trouvé, aussitôt après sa promulgation, peu utile en France même, et changé sur plusieurs points par la Déclaration de Juillet 1762. Ainsi, tous les Arrêts de Règlement, donnés par le Parlement de Paris, et si souvent cités par les Jurisconsultes, ne faisaient règle que pour les lieux soumis au ressort de cette Cour Supérieure (Ferrière, *verbis Arrêt et Règlement*. Denisart *Arrêt*, 2^o. No. 9) : car quoique nous fussions soumis, avant la Conquête, au Droit de la coutume de Paris, nous n'étions en aucune manière sous la juris-

diction de son Parlement, puisque nous avons dans le Conseil Supérieur de Québec une Cour Souveraine, indépendante dans son ressort de tous les Parlements de France (Edits &c. concernant le Canada, tome 1, pag 21).

Ces principes posés, nous disons, que par la Loi du pays il n'appartient qu'aux anciens et nouveaux Marguilliers, avec le Curé, d'assister aux Assemblées de Fabrique, pour y délibérer conjointement sur les élections de Marguilliers, redditions de comptes, ou autres affaires administratives de l'Eglise. Tout se réunit pour démontrer cette vérité : l'usage général ou la coutume, les Décrets de l'Eglise, et les Lois civiles.

D'abord la coutume a toujours été uniforme dans le pays sur cet objet ; et nous trouvons cet usage établi en Canada dès le commencement : il y fut importé de France avec les premiers colons ; car l'arrêt du Conseil Supérieur, donné le 12 Février 1675, atteste que c'était encore, à cette époque, la pratique de toutes les Eglises de France, que les affaires de Fabrique s'y décidassent à la pluralité des suffrages des anciens et nouveaux Marguilliers, avec le Curé. Tous les réglemens ecclésiastiques et civils, faits avant ou après ce temps-là pour le pays, se sont appuyés sur cet usage, en le confirmant par leurs décisions, comme nous le verrons plus bas, tandis qu'on ne trouve aucun réglemant contraire ; et dernièrement encore, il a été constaté, par le relevé officiel que les Curés ont adressé à l'Evêque des usages de leurs diverses Paroisses, que cette coutume du Diocèse est demeurée généralement

la même jusqu'à nos jours, à une vingtaine d'exceptions près. Mais ces exceptions même peuvent être justement contestées ; parce que, dans la plupart de ces Paroisses, l'usage a souvent varié, et que presque toujours les Evêques ont réclamé, dans leurs visites, contre ces innovations. Ca donc été l'usage perpétuel du Diocèse que les seuls Marguilliers anciens et nouveaux assistent et votent dans les Assemblées de Fabriques : or, comme nous l'avons fait voir, la coutume est la première règle en cette matière ; et les Jurisconsultes, même les plus opposés aux droits de l'Eglise, tout en s'efforçant d'introduire leurs fausses maximes, sont forcés de rendre hommage à ce principe. Bousse, par exemple, (page 6,) après avoir avancé, sans en donner la moindre preuve, que c'est au corps des paroissiens à régler ce qui a rapport au gouvernement temporel des Fabriques, est contraint d'avouer qu'ils sont obligés de suivre les Lois du Royaume, et de plus les *Statuts et Usages* des Diocèses auxquels ils appartiennent. De même, Durand (*verbo Fabrique*) après avoir cherché à faire adopter partout l'Arrêt de Règlement, donné par le Parlement de Paris, en 1737. pour la seule Paroisse de St. Jean-en-Grève, finit par convenir qu'on ne peut s'en faire une règle, dans les autres Eglises, à cause de la différence des lieux et des usages. La coutume est donc, selon ces Auteurs mêmes, la grande règle des Fabriques ; et il n'est pas permis de s'écarter de celles qui sont généralement établies dans le Diocèse.

Secondement. Les Lois Ecclésiastiques du

B

Diocèse n'ont jamais admis d'autres que les anciens et nouveaux Marguilliers dans les Assemblées de Fabriques : les preuves en sont multipliées.

Le premier Règlement, sur cette matière, est l'Ordonnance du 5 Décembre 1660, rendue par Mgr. de Laval, premier Evêque du Canada, pour la Paroisse de Québec ; laquelle déclare qu'on n'admettra aux Assemblées de Fabriques que les anciens et nouveaux Marguilliers. Cette Ordonnance de l'Evêque fut depuis regardée, par le Civil, comme devant s'étendre à toutes les autres Paroisses du Diocèse, du moins à mesure qu'elles augmenteraient en population : car la Cour de Justice à Montréal, en donnant la même décision pour la Fabrique de cette dernière ville, le 3 Décembre 1694, s'appuie sur cette Ordonnance ; reconnoissant par là, non-seulement le droit qu'a l'Evêque de statuer sur ces objets, mais encore l'extension de cette règle au reste du Diocèse, puisque, les mêmes motifs qui avoient dicté l'Ordonnance susdite, subsistaient alors, pour Montréal, et subsistent maintenant, pour la plupart de nos Paroisses de Campagne, dont la population égale, ou surpasse celle de la Paroisse de Québec, à cette époque.

Un autre Mandement de Mgr. de St. Valier, du 20 Septembre 1694, étend également à toutes les Fabriques du Diocèse une Ordonnance faite par son prédécesseur, le 9 Août 1666, pour la Paroisse de Québec, et portant que désormais il ne sera rendu aucun compte qui n'ait été arrêté par le Curé et les Marguilliers en charge, signé

d'eux et du Marguillier comptable. Il n'y est point parlé des Notables.

Dès auparavant, les Statuts Synodaux du 9 Novembre 1690 avoient ordonné (Art. 21.) que les Curés fissent part aux Marguilliers des choses qu'ils souhaiteraient de faire dans leurs Eglises ; et que les Marguilliers auriennent soin de ne faire aucun achat considérable, sans l'avis de leur Curé. On voit ici qu'il n'est question, pour le gouvernement temporel de la Fabrique, que du suffrage des Curé et Marguilliers ; et comme nous l'avons vu ci-dessus, ce sont les Statuts du Diocèse que Jousse veut qu'on suive en cette matière (Gouvernement des Paroisses, page 6),

Enfin le Rituel du Diocèse de Québec, publié dans le Synode du 8 Octobre 1700, répète l'obligation qu'ont les Marguilliers d'obtenir le consentement du Curé, pour faire des dépenses extraordinaires dans l'Eglise (page 632) ; et il déclare positivement que les Fabriciens comptables rendront tous les ans leurs comptes. en présence du Curé et des Marguilliers anciens et nouveaux, sans qu'il y fasse mention d'aucun autre, (page 630.) D'ailleurs, les Evêques du pays sont en possession, depuis plus de cent soixante-dix ans, de faire des Ordonnances sur ces objets ; et ils ont toujours conservé, dans leurs Visites Pastorales, l'uniformité de discipline sur ce point, même par leurs Ordonnances particulières en chaque Paroisse. Leurs Réglemens doivent donc être maintenus.

Troisièmement. Tout ce qu'il y a de Régle-

mens civils dans le pays, sur cette matière, appuie et confirme ce qui avoit été statué par les Lois Ecclésiastiques. Nous avons déjà vu plus haut que jusqu'à l'établissement du Conseil Supérieur de Québec en 1663, l'usage général de la France, suivant l'arrêt de ce même Conseil, étoit de n'admettre aux Assemblées de Fabriques, que les anciens et nouveaux Marguilliers ; et en effet, avant le Règlement du 11 Avril 1690, rendu par le Parlement de Paris, pour la seule Paroisse d'Argenteuil, nous ne trouvons aucun arrêt de ce Parlement qui tende à introduire des Notables dans ces Assemblées ; or, d'après l'Edit de création du dit Conseil Supérieur, il devait rendre ses arrêts conformément aux lois et ordonnances du Royaume de France, et y procéder, autant qu'il se pourrait, en la forme et manière pratiquée dans le ressort du Parlement de Paris (Edits, &c. concernant le Canada, tom, 1. page. 23) : Le Conseil Supérieur de Québec n'a donc pu établir, en cette Province, d'autres usages que ceux qu'il considérait comme alors en force dans le Royaume, lesquels suivant le même Conseil, n'admettaient que les Marguilliers dans les Assemblées de Fabriques ; et si le Parlement de Paris a fait depuis des réglemens contraires, ils ne sont rien pour nous, puisque nous n'appartenions plus à son ressort, ou juridiction, après la création du Tribunal suprême de la Province, en 1663.

Aussi le Conseil Supérieur de Québec maintint-il, par son Arrêt du 12 Février 1675, ce qui étoit déjà établi en Canada, par les Ordonnances Civiles et Ecclésiastiques, sur la possession qu'a-

vaient les Marguilliers d'assister seuls aux Assemblées de Fabriques, et il ordonna de s'y conformer : " Dans toutes lesquelles choses, (la " confection, répartition et distribution des " deniers, biens et droits de la Fabrique) même " dans l'audition et reddition de leurs comptes, " ils seront tenus de se conformer à la pratique " de toutes les Eglises de France, où il ne se " décide rien, dans les affaires ordinaires, qu'à " la pluralité des voix des Marguilliers en charge, et, dans les extraordinaires, qu'en y appelant les anciens Marguilliers, en nombre suffisant, le Curé y étant étant toujours présent."

Si, dans un Arrêt subséquent du 10 mars de la même année, le Gouverneur, alors Président du Conseil, déclare que les Juges Séculiers avaient pouvoir de prendre connaissance des comptes des Marguilliers, c'est que le Comte de Frontenac, plus homme d'épée que de robe, pouvait bien ignorer que les Loix du Royaume avaient défendu plusieurs fois aux Juges Royaux de connoître en rien des comptes des Fabriques (Lettres patentes du 3 Octobre 1571, Arrêt du Conseil d'Etat du 1 Septembre 1635, Arrêt du Parlement de Paris du 14 Décembre 1653) ; et cependant le Conseil Supérieur reconnaît dans ce même Arrêt, la juridiction que l'Evêque et ses Grands Vicaires doivent avoir sur les biens de Fabriques, et la dépendance où sont là-dessus les Marguilliers des Ordonnances de l'Eglise.

Dès l'année 1670, (le 25 Octobre, Archives, Régistre A. No. 4 page 221 et 222) l'Ordonnance de l'Intendant Duchesneau avait défendu que les Assemblées de la Fabrique de Montréal,

tennes par les seuls Marguilliers anciens et nouveaux, ne fussent troublés sous prétexte qu'on n'y admettait point de Notables ; et le 3 Décembre 1694, le Juge de Montréal, s'appuyant, comme nous l'avons dit ci-dessus, sur l'Ordonnance de l'Evêque en 1660, décida, conformément à celles de l'Intendant et du Conseil Supérieur, que les seuls Marguilliers composeraient les Assemblées de Fabriques : sur quoi l'on doit remarquer qu'on cita, en faveur de l'introduction des Notables dans ces Assemblées, le Règlement fait, pour Argenteuil, peu d'années auparavant, et ci-dessus mentionné ; mais la Cour jugea qu'elle de ait n'y avoir aucun égard.

Enfin, dans un procès entre la Fabrique de Montréal et le Docteur Serres, qui contestait au Marguillier sa qualité, sur ce qu'il n'avoit pas été nommé par les Notables, l'affaire fut jugée en faveur de la Fabrique ; et la Cour motiva sa sentence, en 1794, sur l'usage constant qui avoit été observé de faire les élections, sans l'intervention des Notables.

Voilà donc un Droit bien établi, depuis plus de cent-cinquante ans, par les Lois Civiles et Canoniques, ainsi que par la coutume non-interrompue, dans le pays ; et nous avons ici tout ce que demande Jousse pour servir de règle inviolable, les Loix du Royaume, les *Statuts et Usages* du Diocèse, sans qu'on puisse opposer une seule autorité à cet amas de preuves, puisque, selon Durand lui-même (*verbo Fabrique*), aucun des Arrêts contraires ne peut servir de loi générale, en cette matière.

Comment en effet des Arrêts du Parlement de Paris, postérieurs à l'établissement du Conseil Supérieur de Québec, auraient-ils quelque force dans le Canada, qui ne dépendait plus du ressort de ce Parlement depuis 1663 ? La plupart de ces Arrêts ne faisaient pas loi, même pour le ressort du Parlement où ils avoient été prononcés ; parceque plusieurs d'eux n'avoient été rendus que pour des Paroisses particulières, et qu'ils se contredisaient entre eux, sur un grand nombre de points. Ainsi dans la seule ville de Paris, il y avait au moins trois Arrêts divers, pour autant de Paroisses différentes ; St. Jean en Grève, Ste. Marguerite, et St. Louis en l'Île. Lequel de ces Réglemens disparates faudrait-il appliquer à notre pays ?

Citera-t-on pour les Notables l'article 17 de l'Edit d'Avril 1695 ? Mais cette Ordonnance n'a jamais fait loi en Canada, parceq 'elle n'y a pas été publiée ; ce qui fut reconnu par le Législateur lui-même, dans sa Déclaration du 2 Août 1717, faite pour le pays et enregistrée, lorsqu'il voulut mettre ici en vigueur un article particulier de cet Edit. Il en faudrait dire autant de toute autre Ordonnance Royale, s'il en existait quelque une sur le même objet, qui n'eût pas été enregistrée en Canada.

Dira-t-on enfin que les Réglemens Civils faits dans le pays, en 1670, 1675 et 1694, ne regardent que les Paroisses de Québec et de Montréal ?— Mais quand il en serait ainsi, il faudrait du moins convenir qu'il n'y a pas eu non plus de

Réglemens contraires faits pour le Canada ; et qu'on doit s'en tenir au Droit commun qui étoit en force, dans le Royaume de France, comme dans ses Colonies, à l'époque de 1663 ; or, nous avons montré que l'usage de toutes les Eglises de France étoit alors, sur ces objets, le même qui a toujours subsisté depuis en Canada. Cependant, nous sommes bien éloignés d'admettre cette supposition ; car nous soutenons que ces lois doivent s'étendre, et ont été étendues par le fait, à toutes les Paroisses du Diocèse. En effet, c'est un principe de Droit que là où se trouve la même raison, là aussi la même loi doit avoir lieu : *ubi eadem ratio, idem jus esse debet* (Glos. in cap. cum dilecta, de confirmat.) Or, il est évident que nos paroisses de campagne, ayant à peu près la même population qu'avoient alors celles de nos villes, les mêmes règles leur doivent être appliquées, pour éviter la cohue des élections, et discussions tumultueuses et bruyantes ; et nous croyons même que les Assemblées générales de Paroissiens, pour de tels objets, auraient plus d'inconvéniens dans les campagnes que dans les villes ; parceque dans celles-ci on trouverait plus aisément qu'à la campagne, des personnes douées de certaines connaissances nécessaires à de semblables fonctions. D'ailleurs, les Arrêts de 1670, 1675 et 1694, n'établissaient point un Droit nouveau ; car ils auraient dû déroger expressément au Droit commun, s'ils en avoient établi un autre, pour Québec et Montréal : ils prononçaient donc conformément au Droit commun, déjà établi en France,

comme dans la colonie, et la confirmaient par là même pour tout le Diocèse. De plus, les Lois (du moins coutumières) s'établissent par la volonté expresse ou tacite des Supérieurs ; or les Réglemens précités ont été appliqués et étendus, par un usage perpétuel, à toutes les Paroisses du pays, au vu et au su de l'Evêque et du Conseil Supérieur, qui n'ont jamais réclamé : donc ils ont approuvé cette extension, au moins par leur silence ; et l'on a lieu d'en conclure que c'étoit leur intention primitive qu'ils fussent ainsi appliqués en tous lieux. Enfin, l'usage affermit les Lois et en est le meilleur interprète : une coutume à laquelle le peuple se conforme dans la pratique, avec intention de s'obliger, et sans que le Supérieur, instruit de ce qui se passe, y contredise, obtient avec le temps force de Loi. A plus forte raison, quand les Cours de justice, interprètes ordinaires des Lois, appuient leur sentence sur cet usage, comme sur une Loi en vigueur, ; et que, ni le législateur, ni la partie condamnée, ne réclament contre une telle sentence, en disant qu'elle est fondée sur une prétendue loi qui n'oblige en rien. Or la sentence prononcée le 3 Décembre 1694, pour la Fabrique de Montréal, prouve précisément de cette manière que l'Arrêt du 12 Février 1675 doit faire loi pour tout le pays ; car voici l'espèce de ce jugement. L'élection d'un Marguillier avoit été contestée, sous prétexte que les Notables n'y avoient point été appelés. La Fabrique cita en sa faveur l'Ordonnance épiscopale du 5 Décembre 1660, dont celle du Conseil Supérieur du 12 Février 1675

est une confirmation ; et qui réglait qu'aux Assemblées de Fabrique on n'admettroit que les anciens et nouveaux Marguilliers. Le Juge prononça que cette élection était valide, parcequ'elle avoit été faite selon l'usage, et conformément aux réglemens du pays. N'étoit-ce pas là déclarer solennellement que l'Arrêt de 1675 doit faire loi pour toutes les Fabriques du Diocèse ? La Loi municipale du Canada est donc d'accord là-dessus avec celle de l'Eglise.

Au reste, nous en référons, quant aux argumens et autorités légales, au judicieux auteur de *La question des Fabriques par un ami de l'ordre*, imprimée cette année, et dont copie sera jointe au présent mémoire.

Question 2de. La Législature civile peut-elle introduire un nouveau Droit sur l'administration des Fabriques en Canada ?

Nous répondrons qu'elle ne le peut en vertu d'une juridiction qui lui soit propre, mais seulement en recevant, et appuyant une nouvelle loi que l'Eglise, si elle le jugeoit nécessaire, pourrait faire *proprio jure* sur cette matière, ou d'accord avec la Puissance Séculière : 1^o. Parceque l'Eglise seule est propriétaire des biens de Fabriques ; et que de droit naturel, tout propriétaire, quand il ne s'y trouve point d'obstacle physique ou moral, est administrateur né de son propre bien, et maître de le faire administrer par qui il juge à propos : 2^o. Parceque l'Eglise étant une société parfaite, et indépendante de la Puissance Civile, en tout cequi est de son ressort, elle a droit de gouverner ses biens selon

ses propres lois : 3°. Parceque l'Eglise s'est toujours maintenue dans la possession de législater là-dessus ; et qu'elle n'a reçu les loix de l'Autorité Séculière sur cette administration, qu'en autant qu'elles ont confirmé et protégé les siennes.

Et d'abord, l'Eglise seule est propriétaire des biens de Fabriques. Il n'y a que dans ces derniers temps, qu'on a entendu dire à quelques hommes, plus versés dans la politique que dans la science du droit positif, que ces biens appartiennent à la société laïque : jamais avant eux on ne s'était exprimé ainsi ; et nous sommes encore à trouver un seul Jurisconsulte, du moins parmi les Catholiques, qui ait avancé une pareille doctrine. Tous, d'accord avec les loix civiles et canoniques, appellent les revenus destinés au culte divin, des choses consacrées et données à Dieu : des biens de l'Eglise : *res Deo sacræ : Deo dicatæ : bona Ecclesiæ* : (Donat, page 14. Cabassut, lib. 2, cap. 27. Lettres patentes du 3 Octobre 1571. Edits &c. concernant le Canada, tome 1, page 80). Tous reconnoissent que ces biens sont hors du commerce des hommes ; et dans tous les siècles on a traité de sacrilèges ceux qui s'en sont emparés par force, ou même à l'ombre de l'autorité publique (Institut, Justin lib. 2, tit. 1, § 7 et 8, Decretat. cap. 2, extra de rebus Eccles. alien. Lacombe, Jur. can. *verbo alienation*, sect. 1, N°. 10). Il faudroit faire des volumes pour rapporter tout ce que le Code civil, comme le Droit canon, et les Juristes, in

utraq̃ue facultate, ont dit en faveur de notre proposition ; mais il suffit de remarquer que, selon Jousse (page 101), les biens de Fabriques sont ecclésiastiques, et participent aux privilèges des autres biens du clergé ; que d'après Durand (*verbo biens d'Eglise*), l'on appelle ainsi tout le temporel qui appartient à l'Eglise, soit en fonds, soit en oblations ; et que, suivant l'Annotateur de Fleury (l'Avocat Boucher d'Argis, Institut. ecclésiast. tome 1, page 345, note), l'Eglise a la propriété des biens ecclésiastiques.

En effet, sous quel prétexte prétendrait-on que les biens d'une fabrique appartiennent aux habitans de la Paroisse ? Seroit-ce parcequ'ils viennent de leur libéralité ? Mais puisqu'ils les ont donnés, ils ne sont donc plus à eux ; *donner et retenir ne vaut* : mais ces biens peuvent provenir en grande partie de gens étrangers à la Paroisse, comme il arrive dans les quêtes, ou par d'autres donations bienveillantes de personnes même non-catholiques : mais les prolétaires, qu'on se propose d'exclure des Assemblées de Fabriques, donnent souvent plus à l'Eglise que les tenanciers des paroisses. Vit-on jamais quelqu'un, lorsqu'il donne gratuitement et librement, exiger qu'on lui rende compte de ce qu'il a donné ? Demandez-vous compte aux pauvres que vous avez assistés, de l'emploi qu'ils ont fait de votre argent ? Non ; mais si vous croyez qu'ils en abusent, vous cessez vos aumônes. Que vous soyez consultés et qu'on requerre votre consentement, quand il s'agit de vous taxer pour le culte divin, pour des constructions,

ou réparations d'Eglises, Presbytères : &c, cela est juste ; parceque personne n'a droit de vous dépouiller forcément de votre propriété ; et l'Ordonnance de 1791 y a suffisamment pourvu : mais puisqu'on respecte la propriété de vos biens, respectez donc celle des autres ; respectez du moins les propriétés de l'Eglise, comme vous respectez celles d'un particulier. La force ne fait pas droit, a dit un philosophe du dernier siècle ; et la spoliation des biens de l'Eglise n'a jamais porté bonheur aux Etats qui l'ont employée. Et de quoi se composent les revenus de la Fabrique ? 1°. Du loyer des bancs. Mais loue des bancs qui veut ; et ne seroit-il pas absurde que le locataire d'un banc se regardât en même temps comme le propriétaire de la rente ? 2°. Du casuel attaché à certaines fonctions ecclésiastiques. Mais on ne paye rien pour ces fonctions elles-mêmes : le baptême, la sépulture, l'administration des sacrements, sont gratuits pour le riche comme pour le pauvre ; et si quelqu'un demande quelque chose de plus que les cérémonies ordinaires de l'Eglise, n'est-il pas raisonnable qu'il en paye les frais, lorsqu'il constitue la Fabrique en dépense, pour lui fournir du superflu ? 3°. Des donations faites spontanément par les fidèles. Mais ces dons sont faits à l'Eglise, et non aux habitans de la Paroisse : jamais il n'est entré dans l'esprit de personne qu'en donnant à la Fabrique, pour le culte divin, ils donnent à la communauté des habitans de la Paroisse : Qu'on ne dise donc pas que tous les propriétaires de la Paroisse doivent veiller

sur les biens de la Fabrique, parcequ'ils y ont intérêt. Il ne suffit pas d'y avoir un intérêt quelconque, pour avoir droit d'exiger des comptes ; autrement il faudroit rendre compte à tout le monde des Loix et de leur administration, puisque tous sont intéressés au bien commun : mais il faut pour cela être propriétaire des choses dont on demande compte, ou bien être chargé par le propriétaire, ou par la Loi de les recevoir. Or l'Eglise est seule propriétaire des biens de Fabriques, par le don qui lui en a été fait sans restriction : elle n'est point comme les dissipateurs, ou les aliénés, incapable de les gérer ; elle a donc droit de les administrer par elle-même, ou par ceux qu'elle députe à cet effet.

Nous disons en second lieu que l'Eglise étant une société parfaite en elle-même, souveraine et indépendante dans les choses qui sont de son ressort, elle a droit de gouverner ses biens selon ses propres loix, L'Eglise est une Société ou Communauté parfaite : car Jésus-Christ lui-même l'ayant établie pour subsister jusqu'à la fin du monde, n'a pu manquer, dans sa sagesse infinie, de lui donner toute la puissance dont elle a besoin pour sa conservation, et en particulier les moyens de maintenir le culte divin et extérieur qui lui est essentiel. Elle a droit de posséder des biens temporels, comme tout particulier qui les a acquis légitimement, puisque tous ceux qui la composent sont citoyens comme les autres ; parcequ'elle est une Corporation ou Collège, dont l'Etat a reconnu l'existence, et

auquel il a garanti tous ses d^{ts} et droits accoutumés (Acte du Parlement Britannique de la 14^e année de George III, ch. 83) : elle doit donc avoir la propriété et l'administration de ses temples ; des fonds et revenus nécessaires au soutien de ses Ministres, sans lesquels ce culte extérieur seroit impossible. Quant à la souveraineté et indépendance de l'Autorité Ecclésiastique, dans les choses qui sont de sa compétence, tous les auteurs sont d'accord là-dessus : (Donat, traité des lois, ch. 10, et Droit public, liv. I, tit. 19, Héricourt, partie E, ch. 19) : et Durand, qui n'y met aucune difficulté (*verbo constitution*), cite à l'appui de son sentiment l'Arrêt du Conseil d'Etat du 24 mai 1766, où le Roi de France déclare que l'Eglise a reçu de Dieu même une véritable autorité, qui n'est subordonnée à aucune autre dans l'ordre des choses spirituelles ; et qu'elle a droit de faire des canons ou règles de discipline pour la conduite des fidèles, qui doivent lui obéir. Seulement, lorsqu'il faut en venir à discerner ce qui est de la compétence de l'Eglise, la plupart de ces Jurisconsultes modernes, entachés de Jansénisme et de Philosophisme, après avoir posé les premiers principes, en nient les conséquences rigoureuses ; et refusent à l'Eglise un droit qui appartient à tous les tribunaux suprêmes, celui de juger de leur compétence. Mais voici ce qu'aucun Catholique ne sauroit contredire. Il n'y a point de Religion ou d'Eglise, sans culte extérieur. Ce culte ne peut subsister sans moyens temporels pour le soutien de ses Ministres, de ses temples, de ce qui est prescrit par ses rites religieux : et l'Eglise,

comme toute autre corporation légale, doit avoir des biens affectés à ces objets, qu'elle puisse régir, selon les règles qu'elle établit comme Souveraine dans son ressort : car on ne peut nier que le culte extérieur soit de sa compétence, puisqu'il lui est essentiel dans l'état de Société. Mais le Gouvernement de l'Eglise n'est point démocratique ; et étant indépendant, il ne saurait se plier aux formes des Gouvernements civils, qui peuvent changer selon les circonstances. tandis que le régime ecclésiastique est invariable, comme Dieu qui l'a institué. C'est donc aux premiers Pasteurs, qui seuls ont le Gouvernement dans l'Eglise, à régler ce qui concerne le culte divin, et à régir par eux-mêmes, ou par ceux qu'ils délèguent à cet effet, les biens indispensables au maintien du culte extérieur.

Aussi l'Eglise a-t-elle toujours regardé, comme étant de sa compétence, tout ce qui concerne le culte extérieur ; et en particulier le règlement de ses propres biens. Ce sont les Apôtres qui constituent les sept premiers Diacres, pour leur confier le temporel de l'Eglise, après l'avoir géré quelque temps eux-mêmes : *quos constituamus super hoc opus* (Act 6, 3) : " Nous ordonnons, dit le 41^e. Canon Apostolique, que l'Evêque ait en sa puissance le soin des biens de l'Eglise ; et le 37^e, avait posé auparavant en principe : *omnium rerum ecclesiasticarum curam Episcopus gerito, et eas dispensato.*" Tout le monde convient que, depuis l'établissement de l'Eglise, jusqu'au quatorzième siècle, ce sont les

Evêques qui seuls ont administré les biens de l'Eglise, tantôt par eux-mêmes tantôt par les Diacres ou Economes, et ensuite par les Curés, qui leur en rendoient compte, (Lacombe, Jur. canon, *verbo beneficii*. Héricourt, 2e. partie. page 401 &c.) ; et le premier exemple remarquable que l'on connoisse de la permission accordée par l'Evêque aux Laïcs de s'immiscer dans cette gestion, fut donné par le Concile Général de Vienne en 1312. Mais l'Eglise voulut qu'il n'y en eût qu'un petit nombre (Concile de Narbonne en 1551) choisi pour cet emploi (ceux que nous appelons maintenant Marguilliers, *Matricularii*) ; et qu'ils fussent les représentans non des habitans de la Paroisse, mais de l'Eglise dont ils régissent le temporel, et obligés d'en rendre compte à l'Evêque. Voilà pourquoi l'Intendant Duchesneau, dans une Ordonnance de 1670, (le 25 Octobre, Archives de la Fabrique de Montréal, Régistre A, No 4, Page 221 et 222) déclare que les Assemblées de Fabrique en Canada, sont ecclésiastiques, quoique formées pour la plus grande partie de séculiers ; et l'on ne peut douter que ce ne fût également l'opinion du Parlement de Paris : car il ordonne, dans plusieurs de ses Arrêts, d'annoncer au Prône les Assemblées de Fabrique. et de les tenir au Banc d'œuvre ; or l'article 32e. de l'Edit d'Avril 1695, et la Déclaration du 2 Août 1717 enregistrée dans le pays, défendent de faire au Prône aucune annonce pour des choses profanes, par respect pour le lieu saint ; et à plus forte raison d'y convoquer ou tenir des Assemblées profanes : les Assemblées de Marguilliers sont donc ecclé-

siaistiques, parce que les Marguilliers, quoique Laïcs, y représentent le Clergé, dont ils régissent les biens.

Il serait trop long de rapporter les Décrets que l'Eglise a faits, de siècle en siècle, sur cette matière, même depuis que les laïcs ont pris part à l'administration de ses biens : il suffira de citer quelque chose de ce qu'a statué là-dessus le dernier Concile Général, qui confirma toutes les autres loix que l'Eglise avait faites avant lui ; et il est essentiel de remarquer, que les Décrets de ce Concile furent adoptés dans les Etats Généraux de 1615, et publiés ensuite par toute la France dans les Conciles de chaque Province ecclésiastique. " Les Administrateurs (dit le Concile de Trente, S. 22, cap. 9. de reform:) tant Ecclésiastiques que Laïques, de la Fabrique de quelque Eglise que ce soit, seront tenus de rendre compte tous les ans de leur administration à l'Ordinaire ; et (S. 24. cap. 3) les Evêques auront soin que les revenus des Fabriques soient employés aux usages nécessaires et utiles de l'Eglise." De plus, il avait déjà ordonné (S. 21. cap. 8.) que l'Ordinaire eût soin de tout ce qui regarde le culte de Dieu dans son Diocèse ; et qu'il y mît ordre quand il serait nécessaire : or quels objets regardent plus le culte divin, que les revenus des Fabriques ? et quel ordre peuvent mettre les Evêques à l'emploi de ces revenus, autrement que par leurs Ordonnances ? D'ailleurs, une foule de Conciles particuliers, après comme avant le Concile de Trente, (Narbonne 1551, Rouen 1581, Rheims 1583, Tours

1583, Bourges 1584, Narbonne 1619) ont fait des Décrets semblables sur les Marguilliers, les Fabriques et leurs revenus. Nous voyons donc, depuis le commencement du Christianisme jusqu'à nos jours, l'Eglise Catholique régler par des lois l'administration des Fabriques, et recommander aux Evêques d'en ordonner également dans leurs Diocèses respectifs. Mais l'Eglise universelle, toujours assistée du St. Esprit, n'a pu s'attribuer dans tous les siècles une juridiction, qui ne lui aurait pas appartenue ; et, comme le remarque St. Augustin, (De Baptismo contra Donatist. lib. 2. cap. 12.) ce qui s'est fait dans l'Eglise partout et toujours, et qu'on ne trouve établi par aucun Concile, ne peut venir que de la Tradition des Apôtres, qui l'avaient appris eux-mêmes de leur divin Maître : donc le droit qu'ont les Evêques de statuer sur les biens de Fabriques, et sur tout ce qui les concerne, appartient au Droit Divin.

C'est ce qu'a reconnu la Puissance civile elle-même en diverses occasions. Henri le Grand, par ses Lettres Patentes du 16 Mars 1609, en ordonnant que les Marguilliers rendent par chacun an les comptes des biens de Fabriques aux Evêques en visite, ou à ceux qu'ils auront commis sur les lieux à cet effet ; après avoir donné aux dits Evêques, non seulement le droit de prendre connaissance de ces comptes, mais celui de Cour et Jurisdiction sur iceux, c'est-à-dire, d'en juger et ordonner, selon qu'ils trouveront convenable ; enfin après avoir interdit aux Juges Royaux d'en rien connaître ni décider ;

et voulu que ces Jugemens ou Ordonnances des Evêques soient exécutés, sans délai ; il ajoute qu'en cela il prétend rétablir l'ancien ordre, et la police ecclésiastique, de laquelle, par le Droit *Divin* et humain, les Evêques doivent avoir la prééminence en leurs Diocèses; droit qu'ils ont eu anciennement et qui leur appartient. La déclaration du 4 Septembre 1619, faite par son successeur, s'exprime absolument dans les mêmes termes ; et Louis XIV, qui n'était pas accoutumé à laisser envahir les droits de sa couronne, regarde, dans sa Déclaration du 26 Avril 1657, ces immunités de la juridiction Ecclésiastique comme une conséquence du Droit *Divin*. On ne finirait pas, si l'on entreprenait de citer toutes les Loix civiles qui reconnaissent, dans la personne des Evêques, les Législateurs et les Juges des besoins des Fabriques, et de ceux qui sont obligés d'en rendre compte : nous nous contenterons de référer à la Déclaration du 18 Février 1661, parce qu'elle est antérieure à la création du Conseil Supérieur de Québec ; et l'on y verra que les Ordonnances de l'Evêque, en tout ce qui concerne le service divin, doivent être exécutées par les Marguilliers et Paroissiens, nonobstant oppositions ou appellations.

Nous ajoutons troisièmement, qu'en effet l'Eglise a toujours été en possession de législater sur ce qui concerne le culte divin et extérieur, sur les revenus et Assemblées, sur les biens de l'Eglise et sur les Marguilliers ; en un mot, sur toutes les matières de Fabriques ; et

que la Puissance séculière a approuvé et maintenu ces Lois de l'Eglise, comme faites par une autorité compétente. Il ne saurait y avoir de doute là-dessus pour les temps anciens ; puisque, plus on remonte vers l'origine des choses, plus on trouve de preuves de l'autorité de l'Eglise, qui statuait alors seule sur tous les biens de l'Eglise, et les administrait à l'exclusion des Laïcs. Attachons-nous donc uniquement à ce qui s'est passé depuis l'époque, où les séculiers ont commencé à paraître dans nos affaires de l'abbaye ; et bornons-nous aux faits principaux. Nous voyons d'abord le Concile de Narbonne en 551, can. 64, régler que les comptes de l'abbaye ne se rendront qu'en présence du Curé ou de son Vicaire, et des Consuls (Mém. du Clergé, édit de 1768, tom. 3, pag. 1460). Le 12 Décembre 1689, sur requête des Marguilliers de St. Symphorien, demandant que l'Archevêque de Paris statuât sur le temporel de leur Eglise, l'Official se transporte au Bureau pour examiner l'état de la Fabrique. Le 12 Mars 1689, l'Evêque de Châlons envoie à chaque Curé une formule de comptes, pour être suivie par les Marguilliers. Le 24 Janvier 1693, l'Official de Paris ordonne le rétablissement d'un banc dans l'Eglise de St. Germain. L'Archevêque de Paris fait un règlement de Fabrique le 1 Novembre 1698 ; et son Official en fait un autre le 18 Mai 1700. L'Evêque d'Orléans en fait un le 15 Décembre 1720, et un autre le 9 Juin 1724. Le Synode de Boulogne en adresse un à tout le Diocèse ; et l'Evêque d'Angers en donne un pour Saumur. En

Canada, les Statuts Synodaux règlent plusieurs objets de Fabrique : l'Evêque de Québec a fait un Règlement très étendu sur les mêmes objets dans son Rituel ; et presque chaque année, il n'a cessé, dans ses visites, d'ordonner sur ces matières. Mais l'Autorité civile considère-t-elle ces démarches comme des prétentions exorbitantes de la Puissance ecclésiastique ? Point du tout. Appel est interjeté d'une sentence de l'Official de Rheims sur divers objets de Fabrique, et les Appellans sont renvoyés par Arrêt du 22 Mars 1644. L'Evêque de Lizieux ayant fait en Visite une Ordonnance sur les bancs d'Eglise, un Juge Laïque s'avise de renverser cette sentence ; mais il intervient un arrêt du Conseil, le 28 Décembre 1684, qui casse la sentence du Juge. Semblable arrêt du Conseil privé, du 15 Mars 1686, lequel prescrit l'exécution de l'Ordonnance qu'avait rendue l'Archevêque de Bourges. Le Règlement de l'Archevêque de Paris pour St. Jacques de la Boucherie est reconnu et admis par l'Arrêt du 23 Juillet 1707 : celui de l'Evêque d'Orléans pour St. Patern, par Arrêt du 13 Août 1721 ; celui du même Evêque pour Romorentin, par Arrêt du 16 Avril 1725 ; celui de l'Evêque de Boulogne pour son Diocèse, par Arrêt du 4 Août 1745 ; celui de l'Evêque d'Angers pour Saumur, par l'Arrêt cité dans un autre du 21 Août 1762. De même en Canada, on trouve l'Ordonnance faite par l'Archidiacre en visite pour un banc de la Paroisse de Batiscan, confirmée par Ordonnance de l'Intendant du 21 Juin 1724. Nous

avons déjà vu plus haut l'Evêque ordonner, dans ses Statuts Synodaux de 1690, que les Marguilliers ne fissent aucun achat considérable sans l'avis du Curé. Il ordonne encore, dans son Rituel (pag. 629,) que le coffre de la Fabrique soit placé dans tel lieu de l'Eglise, ou de la Sacristie, que le Curé jugera le plus commode. Il défend (pag. 630) aux Marguilliers et autres d'accepter aucune fondation au profit de la Fabrique, sans le consentement du Curé : aux Curés, d'administrer par eux-mêmes les biens de la Fabrique ; mais il veut qu'ils fassent élire des Marguilliers pour cette administration, et comme il a été dit ci-dessus, que les comptes seront rendus tous les ans par devant le Curé et les Marguilliers. Il prescrit (pag. 631) qu'il y ait pour les Quêtes un Régistre, numéroté et paraphé par le Curé et les Marguilliers : (632) qu'aucune dépense extraordinaire ne soit allouée dans les comptes, sans le consentement du Curé : (pag. 633) que les bancs soient criés et concédés en présence du Curé et des Parossiens. Dans les Statuts du Synode de 1690, il fixe l'honoraire, non seulement du Curé, mais aussi de la Fabrique et du Bedeau. En un mot, il n'est presque point d'objet, qui concerne les Fabriques, sur lesquels les Evêques de Québec n'aient statué de tout temps : pourquoi n'auraient-ils pu le faire également sur le nombre et la qualité de ceux qui doivent assister aux Assemblées de Fabriques ; de ceux qui choisiront les Procureurs de l'Eglise, chargés de gérer ses biens, et d'en rendre compte à ceux que l'Evêque députera à cette fin ? Mais nous avons mon-

tré plus hant que les Evêques de Québec ont en effet statué sur cette matière ; et que les Cours Civiles ont jugé en conformité à leurs Ordonnances : l'Eglise du Canada est donc en possession de statuer sur toutes les affaires de Fabriques, comme étant choses de sa compétence.

Question 3e.—Si la puissance séculière pouvait introduire un nouveau Droit sur l'administration des Fabriques en Canada, seroit-il à propos qu'elle le fit ?

Nous dirons peu de choses sur cette question, parce que la pénétration et le patriotisme de l'Honorable Chambre ne manqueront pas de lui suggérer beaucoup plus de réflexions politiques et sages, que nous ne saurions en faire nous-mêmes. Nous observerons seulement que les bornes de la morale ne sont pas toujours les mêmes que celles de la puissance ; et qu'il serait quelquefois contre la prudence d'essayer ce qui ne dépasse pas néanmoins les limites du pouvoir légal. "J'ai voulu faire pour les Athéniens, disait Solon, les meilleures lois qu'ils pussent porter." D'un autre côté on ne peut nier que le Clergé Catholique ne se soit constamment montré, et en des circonstances difficiles, ami du pays et de ses institutions, toujours uni de cœur et de sentimens à ceux qui ont soutenu les véritables intérêts du Peuple. Comment dans la Branche populaire de notre Législature, nos mandataires, comme ceux du reste de la nation, ceux qui ont avec nous tant de liens religieux et politiques, voudraient-ils porter le deuil dans l'âme de ce Clergé, qui se présente

unanimement et respectueusement pour réclamer contre l'envahissement de ses droits, dans une cause qu'il regarde comme exempte de tout intérêt personnel, et comme *purement religieuse*. Qui peut douter en effet que la Religion ne soit vivement intéressée dans un objet de discipline si important, que sans un choix prudent des administrateurs des revenus de Fabriques, ces biens seraient inévitablement dissipés ; et que sans des biens temporels suffisans, le culte extérieur, essentiel à la Religion dans l'état de Société, doit tomber nécessairement ?

Cependant le Clergé voudrait éviter toute séparation, et même tout dissentiment, d'avec ceux à qui il a donné sa confiance : une telle dissonance ne serait avantageuse ni à lui, ni à eux. Il ne demande qu'à conserver, en fait de discipline ecclésiastique, ce qui existe depuis l'établissement de cette colonie, et qui n'a produit aucun abus sérieux et bien prouvé ; au lieu d'essayer de nouvelles théories, qui n'ont point pour elles le sceau de l'expérience, et dont l'exécution lui paraît même impossible dans la pratique. Car si l'on prescrit, pour donner voix dans les Assemblées de Fabriques, des qualifications prises de la propriété ou des revenus, que de difficultés insurmontables embarrasseront à chaque instant la marche ! Sans parler des obstacles qu'éprouvera le Législateur à trouver un juste milieu, pour ne pas rendre ces Assemblées trop nombreuses, et satisfaire en même temps à toutes les convenances ou aux prétentions de chacun ; lorsqu'on en viendra à l'exé-

cution, il faudra prouver la qualité de sa propriété ou de son revenu, dès qu'elle sera contestée : cette propriété et ce revenu changeront tous les ans pour plusieurs individus : il faudra s'en assurer peut-être par la voie du serment, par des contestations qui feront de vrais *Hustings* des salles d'assemblées, par des procès même capables de mettre le feu de la discorde dans les Paroisses, et qui intéresseront presque toute la communauté, quand il ne s'agira pas moins que de la nullité d'une élection, qui vicierait tous les actes qu'elle pourrait produire. Mais si, las d'un pareil brigandage, soumis à leurs Supérieurs ecclésiastiques, et jaloux d'observer les règles de l'Eglise, les Curés cessent d'assister aux Assemblées et de surveiller les revenus de Fabriques, que deviendront ces Assemblées, ces revenus ? Les revenus seront bientôt dilapidés, et nos Eglises de campagnes, admirées, même par les étrangers, pour leur décence et leur bonne tenue, verront disparaître peu-à-peu leurs ornemens et leur propreté ! Les Assemblées se feront sans règle et sans ordre, parce qu'il y aura rarement quelque personne d'influence pour y maintenir le *decorum*. Ce seront des Assemblées où l'on ne décidera rien, parcequ'elles seront irascibles et tumultueuses ; ou bien des assemblées qui décideront souvent à faux, parce qu'on y tranchera sur les lois canoniques, sans les connaître ; des assemblées où les biens de la Fabrique seront en péril, parce qu'il y manquera cet œil éclairé, désintéressé et zélé de l'Eglise, qui surveille la négligence,

l'ignorance et la mauvaise foi : des assemblées enfin de dissensions et de querelles, parce qu'il ne s'y trouvera plus l'homme capable d'en imposer par son caractère. Nous n'en dirons pas davantage : le tableau serait trop déchirant.

Finissons néanmoins en rappelant cette sentence de Charlemagne dans ses Capitulaires (lib. 6, c, 305) : "*Quæcumque Domino Ecclesiæque offeruntur, Domino indubitanter consentantur, et ad jus pertinent Sacerdotum ;*" et cette autre du Grand Alfred, Roi d'Angleterre, rapportée par Guillaume de Malmesbury : "La dignité d'un Roi consiste à savoir que dans le Royaume de Dieu, qui est l'Eglise, il n'est pas Roi, mais citoyen ; à ne point dominer le Sacerdoce par ses Lois, mais à se soumettre à la Loi de Jésus-Christ."

Province du Bas-Canada, }
Novembre, 1831, }